



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Contre la « loi travail » et son monde

Contre ce gouvernement À la botte du MEDEF

TOUS EN GRÈVE LE 15 SEPTEMBRE

BULLETIN NPA POISSY

13 SEPTEMBRE 2016

Finalement, le gouvernement Hollande-Valls a fait passer sa loi travail en utilisant une fois de plus le « 49-3 » en plein été. Et pourtant, pendant plus de 4 mois, la mobilisation contre la « loi El Khomri » a montré la capacité du monde du travail à entrer en résistance contre la volonté de ce gouvernement d'imposer toujours plus de précarité et de dérèglementation. Les grandes journées de grève, les occupations de place, les manifestations ont ôté toute légitimité à ce gouvernement qui a du recourir à une répression sans précédent et à son « 49-3 » pour faire adopter sa loi scélérate.

Et après les nouvelles tueries qui ont eu lieu cet été, c'est sans aucun scrupule que ce gouvernement, tout comme la droite et l'extrême droite, ont exploité l'horreur légitime et la peur provoquées par l'attentat de Nice et l'assassinat de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Refusons l'état d'urgence permanent, refusons le racisme d'état

Durant tout l'été, le gouvernement a multiplié les offensives racistes et répressives, avec le concours de la droite, amplifiant les campagnes racistes et haineuses contre les musulmans et les réfugiés, qui sont en Syrie et en Irak les premières victimes du prétendu « État islamique ».

Il a prolongé l'état d'urgence et toutes les restrictions des libertés qui sont liées, comme si cela avait la moindre efficacité pour empêcher les attentats.

Il a annoncé la mise en place d'une « garde nationale » de 200 000 militaires et volontaires civils, renforçant la militarisation de la société, la circulation des armes et l'arbitraire policier.

Le comble a été atteint quand tout ce « beau monde » a tenté de nous faire croire qu'un péril menaçait la France : la tenue vestimentaire dans laquelle quelques femmes musulmanes allaient à la plage et se baignaient. Ils ont ainsi fait du « pays des droits de l'homme » la honte et la risée de la planète. Mais ce racisme d'État n'a rien d'innocent : il sème la méfiance, la division et la haine et il détourne l'attention des vrais maux dont souffre la société.



Une seule solution : la mobilisation

Pendant ce temps, les 1% qui possèdent les richesses (banques et patronat) continuent à nous imposer leur loi. C'est pourtant bien contre eux qu'il faut reprendre l'offensive en cette rentrée, car c'est sur ce terrain et non dans la mascarade électorale de la présidentielle qu'il sera possible d'imposer d'autres choix, au service des 99% qui travaillent ou voudraient travailler.

Jeudi 15 septembre, l'intersyndicale opposée à la loi El Khomri appelle à une nouvelle journée de grèves et de manifestations pour son abrogation. Même si nous savons qu'il en faudra bien plus pour faire reculer gouvernement et patrons, nous devons nous saisir de cette journée de mobilisation pour dire que nous refusons non seulement la « loi travail », mais aussi « son monde » qui est de plus en plus en crise.

Toutes les raisons de reprendre la rue

D'autant que certains se mobilisent déjà : le 31 août, les dockers ont bloqué le port du Havre jusqu'à obtenir la libération de deux de leurs camarades, placés en garde à vue le matin même, pour « violence en réunion » lors de la manifestation nationale... du 14 juin à Paris.

S'agissant des victimes de la répression, qu'elle soit patronale ou d'État, plusieurs cas emblématiques donneront l'occasion de se mobiliser pour exiger la relaxe des salariés poursuivis : le procès des salariés d'Air France le 27 septembre, celui en appel des Goodyear le 19 octobre, celui des dockers du

Havre, le 25 novembre. Sans parler des procès qui vont viser des jeunes arrêtés durant les manifestations.

A nous de tout faire pour que la colère et la détermination des derniers mois se fasse de nouveau entendre très vite.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



DES PROFITS RECORD POUR RENAULT ET PSA

Au 1er semestre 2016, Renault a atteint une rentabilité « record », dégageant un bénéfice net de 1,5 milliard d'€, en hausse de 7,5 %. La marge opérationnelle de Renault a atteint 1,54 milliard d'euros, soit 6,1 % du chiffre d'affaires, en hausse de 1,2 point par rapport au 1er semestre 2015. Mais PSA n'est pas en reste : au premier semestre 2016, son bénéfice net a été multiplié par deux. Il s'est élevé 1,21 milliard d'euros contre 571 millions d'€ les 6 premiers mois de 2015. Et sur les 6 premiers mois de l'année, PSA a réalisé une marge opérationnelle de 6,8% pour sa division automobile.

Si Renault et PSA affichent quasiment le même niveau record de rentabilité, c'est en partie le résultat de l'augmentation des ventes d'automobiles en Europe, là où Renault et PSA sont traditionnellement les plus forts, y réalisant plus de la moitié de leurs ventes mondiales. Mais c'est surtout la conséquence de leurs plans respectifs de « compétitivité », reposant sur le blocage des salaires et la compression des effectifs salariés. Ces profits records profitent aux actionnaires dont les dividendes ne cessent d'augmenter.

Pourtant, les directions de PSA et de Renault en tirent le même argument vis à vis des salariés : encore plus d'efforts pour encore plus de profits. Ils ne s'arrêteront qu'empêchés par la résistance et la lutte des dizaines de milliers de salariés de l'automobile.

LA SANTE, CA SE PRESERVE AUSSI !

Le chiffre est édifiant : d'après un rapport gouvernemental, plus de 1000 salarié(e)s, soit 3 par jour, décèdent en moyenne par an en France par accident du travail ou des suites d'une maladie professionnelle.

Il va sans dire que ce chiffre minimise largement la réalité, du fait de la sous-déclaration par les salarié(e)s (pressions du patron, peur de perdre son emploi, etc). L'immense majorité des responsables patronaux n'est pas poursuivie pour les crimes qu'ils commettent ainsi, et une infime minorité est condamnée à des peines très légères.

Si la prise en compte de la santé et de la sécurité des salariés a progressé depuis trois décennies, et permis de sauver des vies, le projet de loi Travail risque de réduire ces avancées sociales à néant. Les organisations du travail et les cadences pourront être durcies, le suivi médical affaibli, et les salariés fragilisés seront remerciés par un licenciement.

Alors que Macron ait pu déclarer que : « La vie d'un entrepreneur est bien souvent plus dure que celle d'un salarié. Il ne faut jamais l'oublier » ... tout un programme de gouvernement !

LE PROBLÈME, CE N'EST PAS LES MIGRANTS MAIS LA POLITIQUE DES GOUVERNEMENTS

Il y a un an, la photo du petit Aylan, retrouvé mort sur la côte turque, avait ému le monde entier. Surfant sur l'émotion, les dirigeants européens firent quelques promesses sur l'accueil des réfugiés. A la place de quoi, on a eu le renforcement du contrôle des frontières, et un pacte de 6 milliards avec la Turquie pour qu'elle bloque les réfugiés sur son sol.

Atteindre l'Europe relève de l'exploit et pour ceux qui y parviennent, les campements de Paris ou la jungle de Calais sont le triste symbole des conditions indignes dans lesquelles ils sont « accueillis ».

Alors même qu'une partie essentielle du flux des réfugiés est le fruit de la politique de « nos » dirigeants, en soutien aux pires dictatures et aux intérêts de « nos » multinationales qui pillent les richesses des pays pauvres.

Sans parler des guerres qu'ils mènent depuis des années en Afghanistan, en Afrique ou au Moyen Orient, ajoutant le chaos au chaos. C'est à ces politiques qu'il faut s'attaquer, pas aux réfugiés.

DEVANT LA JUSTICE, CAHUZAC RETROUVE SA FEMME ET SON FISC !

Depuis lundi l'ancien ministre du Budget, qui avait caché de l'argent à l'étranger (fraude fiscale) puis multiplié les manœuvres pour ne pas se faire pincer (blanchiment de fraude fiscale) va devoir expliquer aux juges pourquoi il a menti à propos de son compte en Suisse.

Il y a affirmé que l'argent de son compte suisse avait servi au financement occulte des activités politiques de Michel Rocard en 1992. menteur, voleur, il voulait nous imposer la rigueur ...

Et c'est des gens comme ça que le PS avait mis en place pour nous gouverner. Il ne manquait plus dans la boucle que les Balkany et les Le Pen.

SFR : DRAHI CASSE L'EMPLOI POUR REMPLIR SES CAISSES

Drahi, c'est le patron de l'empire qui comprend Libé, l'Express, SFR, Virgin Mobile, Portugal Telecom... il n'a pas réussi à se payer Bouygues en 2015. Une boulimie d'achats financée par d'énormes emprunts sur la base de montages financiers hasardeux.

SFR, racheté en 2014, lui sert de pompe à fric : 2,5 milliards de dividendes versés à Altice (dont Drahi est l'actionnaire principal) en 2015. Mais il lui en faut plus. Il vient d'obtenir la signature de la CFDT et de l'UNSA pour liquider 5 000 emplois, économies à la clé.

Face à ce projet, la ministre El Khomri se disait, le 2 août dernier, engagée *"en faveur d'un dialogue social ...permettant de concilier protection des salariés et adaptation de l'entreprise dans un secteur à fortes mutations."* Pas un mot sur les 5 000 postes supprimés, mais beaucoup d'indulgence pour la stratégie d'adaptation de SFR voulue par Drahi. Depuis 2014, le nombre d'emplois a déjà baissé de 1260. Contre la casse de 5000 autres, ceux et celles qui se sont mobilisés mardi avec la CGT avaient bien raison.

UNE INFO PASSEE TROP INAPERCUE LE 13 AOUT ...

La limite de ce que la planète peut produire comme ressources en une année a été atteinte. Depuis, on pioche dans ses réserves, comme quelqu'un qui serait à découvert chaque 16 du mois.

La catastrophe climatique est un péril bien plus grave et imminent que le burkini. Le système capitaliste, par la recherche du profit et la croissance sans cesse de la production de biens, porte en lui cette catastrophe. Il faut le mettre à bas !

Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.poissy@gmail.com ou 06 80 73 86 77